



ACCUEIL

Qui sommes nous ?

Liens utiles

Plan du site

Contacts

Recherche dans le site :

Statistiques fiscales

Veille fiscale

Dossiers

Portail Fiscal



ACTUALITÉS

CHRONIQUES

LIVRES

BREVES

LES ÉTUDES IREF

ÉVÉNEMENTS D'IREF

NEWSLETTER

Recevoir la Newsletter

Votre email, cliquez OK

E E J U E N

Saisissez les caractères suivants :

 Abonnement

AUTRES

FORUM

Printer Friendly Version

Développé par
BWM Mediasoft

Vous êtes ici : [Accueil](#) » [Archives](#)
[d'actualités](#) » Le « modèle social français » est-il un modèle ?

Le « modèle social français » est-il un modèle ?

D'après les médias et de nombreux analystes, le modèle social français résisterait mieux à la crise actuelle. Une assertion qui ne résiste pas une seconde à l'épreuve des faits. Au cours d'un débat sur France 3, vendredi 19 juin, Nicolas LECAUSSIN, directeur du développement à l'IREF, est intervenu pour rappeler des réalités incontestables. Ses impressions après le débat.

Notre modèle social nous protégerait mieux que les autres face à la crise. Les tenants de l'économiquement correct ont réussi à faire croire qu'on n'était pas si mal que ça dans une France étatisée et bureaucratisée. Le grand argument : nous avons des fonctionnaires en grand nombre, c'est autant de chômeurs en moins, nous avons beaucoup de dépenses publiques et de revenus de redistribution, donc la consommation se maintient à un haut niveau et joue un rôle de volant d'inertie. Un article paru dans « The Economist » laisse entendre que les Anglais nous envient notre système social.

Les statistiques montrent pourtant le contraire. Avec une croissance de 0.8 % en 2008 contre 2 % pour les Etats-Unis et des prévisions beaucoup plus sombres pour 2009 et 2010, la France ne s'en sort pas mieux que les Etats-Unis. Ces jours-ci, les chiffres ont montré une première baisse du chômage en Amérique après 4 semaines consécutives de réduction des inscriptions des demandeurs d'emploi. Par contraste, le dernier rapport de l'INSEE estime que la barre des 10 % de chômeurs sera dépassée avant la fin de cette année 2009. En Europe, la Grande-Bretagne a affiché une croissance positive au premier trimestre alors qu'on s'attendait à - 4 %.

De même, on oublie trop vite le passé glorieux de ce modèle social. Depuis la fin des années 1970, le pays s'est installé dans le chômage de masse à plus de 10 % et plus de 21 % pour les jeunes. L'insécurité dans les banlieues n'a cessé de croître, l'éducation nationale a sorti de ses rangs des centaines de milliers de jeunes sans diplôme et condamnés au chômage de longue durée. Au cours des 25 dernières années, parmi les jeunes qui échappent au naufrage des écoles, lycées et universités, beaucoup partent à l'étranger et leur nombre va croissant. Les contribuables qui fuient l'enfer fiscal sont de plus en plus nombreux, et la taxation de l'épargne freine les investissements. Le modèle français qui se veut « solidaire » est aussi celui des 15 000 morts provoqués par la canicule abandonnés par les services publics, ainsi que celui des syndicats, défenseurs de leurs privilèges et non pas des travailleurs.

Le modèle français, un énorme fromage

Enfin, le modèle social français est surtout celui des inégalités entre le public et le privé, entre ceux qui ont emploi protégé à vie et ceux qui se retrouvent sur le marché du travail. Il est paradoxal – voire grotesque – de parler d'égalité et de solidarité dans un pays où plus de 6 millions de personnes vivent grâce à l'argent public et s'opposent à toute réforme de l'Etat. Salaires, retraites, vacances, le secteur public est nettement mieux loti que le privé. Quand nous savons qu'une ouvrière qui cotise pendant 40 ans 1 euro par mois disposera à sa retraite à 60 ans, 1.60 euros et qu'un agent de la SNCF, pour 1 euro cotisé disposera de 3.20 euros à 50 ans et après seulement 30 ans de cotisations, on peut se demander où est la fameuse égalité à la française ?

Tout en battant le record des prélèvements obligatoires, la France redistribue moins que la plupart des autres membres de l'OCDE, les impôts affectent les Français, les jeunes sont « plombés » par la TVA et les impôts locaux, tandis que les niches profitent aux riches et l'ISF pénalise les classes moyennes. L'Etat français confisque plus de la moitié des richesses créées par les Français et en redistribue moins que les Américains qui ne prélèvent pourtant que 30%. Les écarts entre riches et pauvres se réduisent de 35 % en France et de 42 % aux USA. Où va l'argent ? La réponse tient au fait que le modèle français est devenu un énorme fromage. Il a engendré une énorme bureaucratie, plus d'un million de fonctionnaires en profitent, les politiques s'en servent à des fins électoralistes et les syndicats le brandissent comme le modèle à suivre.

Il n'y a que les hauts fonctionnaires énarques de Bercy pour ne pas comprendre que l'impôt sur le revenu et les prélèvements obligatoires sont inefficaces et que ce n'est sûrement pas en augmentant le taux d'imposition qu'on fera baisser les déficits publics.

Qui plus est, faute de contrôle, les allocations distribuées ne vont pas toutes aux pauvres et sont largement grignotées par des armées de fonctionnaires « en charge de la redistribution ». C'est véritable caste profitant de l'Etat Providence qui est apparue et qui se reproduit.

D'après Le Petit Robert, le « modèle » est un mot associé à un autre mot qui est celui de « copier ». Or, dans le cas du modèle social français on peut dire que c'est le modèle que

tout le monde nous envie mais que personne ne copie !

[ACCUEIL](#) | [Qui sommes nous ?](#) | [Les études IREF](#) | [Evénements d'IREF](#) | [NEWSLETTER](#) |
[CHRONIQUES](#) | [LIVRES](#) | [BREVES](#)

[Statistiques fiscales](#) | [Veille fiscale](#) | [Dossiers](#) | [Portail Fiscal](#)

© Copyright 2009
**Powered & Developed by BWM
Mediasoft**